

SUJET : Vous montrerez que les différents secteurs institutionnels de l'activité économique contribuent ensemble à la production sur le territoire français.

Document 1

Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel à prix courants
Milliards d'euros

<i>Intitulés</i>	<u>Années</u>			
	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
1. Sociétés non financières	1 012,0	1 048,1	1 065,1	1 068,8
2. Sociétés financières	90,3	88,1	87,4	92,4
3. Administrations publiques	334,4	341,7	348,9	354,8
4. Ménages y compris entrepreneurs individuels	334,1	340,2	344,5	347,6
5. Institutions sans but lucratif au service des M.	30,1	31,4	32,4	33,4
Économie nationale	1 801,0	1 849,5	1 878,4	1 896,9

Source : Comptes nationaux - Base 2010, Insee.

Document 2

*Prélèvements obligatoires
des administrations publiques et des institutions européennes*

	<u>2010 (r)</u>		<u>2011</u>	
	<u>En Mds d'euros</u>	<u>En % du PIB</u>	<u>En Mds d'euros</u>	<u>En % du PIB</u>
1. État	266,1	13,7	259,2	13,0
❖ Impôts ¹	258,4	13,3	251,6	12,6
❖ Cotisations sociales	7,7	0,4	7,6	0,4
2. ODAC*	15,0	0,8	16,4	0,8
3. Administrations publiques locales	88,7	4,6	118,7	5,9
4. Administrations de sécurité sociale	449,7	23,2	477,1	23,9
❖ Impôts	137,2	7,1	151,3	7,6
❖ Cotisations sociales ²	312,5	16,1	325,8	16,3
5. Institutions de l'Union européenne	4,4	0,2	5,0	0,2
Total	823,9	42,5	876,3	43,9

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Proposition 1

Pour montrer que les **secteurs institutionnels (S.I.)** qui sont au nombre de 6 (5 résidents soit les ménages etc... et le Reste du Monde ou RDM c'est-à-dire les mêmes acteurs mais non-résidents) contribuent ensemble à la production sur le territoire français, on peut d'abord en faire le constat comptable et chiffré. Puis l'expliquer à travers les interdépendances qui s'établissent tant pour la production marchande que pour la production non marchande.

(S.I.) Un premier constat passe par la définition du PIB qui est l'indicateur de l'activité économique : c'est la somme des valeurs ajoutées des unités résidentes donc on n'exclut aucun des secteurs institutionnels de la mesure de la production. D'autre part un simple regard sur les comptes nationaux soulignent la contribution de chacun puisqu'aucun n'a une production nulle tous participant à la structure du PIB les SNF jouant un rôle majeur. Ainsi en 2013 sur un PIB de 1896.9 milliards plus de la moitié provient des SNF soit 1068.8 milliards ce qui donne le caractère d'abord marchand de l'activité en France (Document.1) C'est trois fois environ la production des Ménages et des A.PU. et dix fois celle des SF. Quant au ISBLSM elles occupent une place, certes marginale, mais apportent plus de 30 milliards d'euros au PIB chaque année depuis 2010.

Document 3

40 000 emplois créés en France en 2006 grâce aux investissements étrangers

Jamais les investissements étrangers en France n'avaient contribué à la création d'autant d'emplois qu'en 2006 : évalués à 58,4 milliards d'euros (pour 665 projets au total), ils ont permis l'embauche ou le maintien dans leur emploi de 39 998 salariés, soit une hausse de 32,7 % par rapport à 2005, ont annoncé, mercredi 28 février, au cours d'une conférence de presse, la ministre déléguée au commerce extérieur, Christine Lagarde, et le président de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII), Philippe Favre.

Les investissements étrangers se sont répartis entre des créations de sites (36,1 % des emplois créés), des extensions (40,2 % des emplois) et des reprises d'entreprises en difficulté (20 %). Ces deux dernières catégories d'investissements ont permis de maintenir 3 432 emplois grâce à 17 projets.

La prépondérance des investisseurs européens se renforce dans les créations d'emplois (64,6 %) devant les nord-américains (27,2 %). Par pays, le classement place en tête les Etats-Unis (23,8 % des emplois créés), puis l'Allemagne (16,4 %), le Royaume-Uni (10,6 %) et une surprenante Suède (8,9 %) qui a multiplié les projets grâce à Ikea, Renault Trucks, la filiale de Renault et les centres d'appel de Transcom. La Chine a progressé au septième rang (3,9%).

Alors que la France souffre de désindustrialisation, les capitaux étrangers confirment leur nouvel intérêt pour le secteur manufacturier : ce dernier représente à lui seul 63,5 % des créations d'emplois. "Dans un pays où la main d'œuvre n'est pas donnée, cela signifie une reconnaissance de la productivité française", commente Mme Lagarde, qui se réjouit de la forte progression des projets dans la recherche-développement et dans les secteurs à forte intensité technologique – l'usine de vaccins de GSK à Saint-Amand-les-Eaux par exemple.

[...] Le crédit d'impôt recherche semble avoir appuyé cet engouement confirmé en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) où les emplois créés ont été multipliés par deux grâce à Eurocopter, Iter, Campbell ou Amadeus. [...]

Alain Faujas - LE MONDE | 28.02.07

(§.2.) Si on retient à côté des SNF, les SF et les entreprises individuelles c'est l'essentiel de la production qui est ainsi cernée. (Document 1) Parmi ces producteurs interviennent des producteurs dont l'origine résulte d'investissements étrangers soit du Reste du monde (RDM). Selon le quotidien *Le Monde* « Jamais les investissements étrangers en France n'avaient contribué à la création d'autant d'emplois qu'en 2006 : évalués à 58,4 milliards d'euros (pour 665 projets au total), ils ont permis l'embauche ou le maintien dans leur emploi de 39 998 salariés, soit une hausse de 32,7 % par rapport à 2005 ... » (doc.3) Ainsi les ménages comme salariés peuvent continuer à offrir leur travail, facteur complémentaire du capital fixe issu des investissements dans les unités de production. Pour autant l'action de l'Etat soit l'Administration Publique (A.P.U.) donc n'est pas absent de l'activité du privé. Par exemple « Le crédit d'impôt recherche semble avoir appuyé cet engouement confirmé en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) où les emplois créés ont été multipliés par deux grâce à Eurocopter, Iter, Campbell ou Amadeus. » (Doc.3) De même, et de façon plus large, « la forte progression des projets dans la recherche-développement » peut s'appuyer sur la recherche fondamentale mise en œuvre dans les centres publics. On sait que la connaissance a des externalités positives et participe à une croissance au caractère endogène.

(§.3.) Cependant pour pouvoir intervenir dans l'économie l'A.P.U. a besoin de ressources. Sa production étant essentiellement non marchande ce sont les autres S.I. à travers notamment des impôts et des cotisations, soient les prélèvements obligatoires, qui apportent ses fonds. Ainsi en 2011. Les deux principales structures de l'A.P.U. percevaient respectivement 477.1 milliards pour la sécurité sociale et 259.2 milliards pour l'Etat central. Ces montants doivent être mis en rapport avec le PIB de la même année soit 1849.5 milliards ce qui représente un poids d'environ 25 % pour la seule Sécu (document 2 et 1)... etc....

Cette approche nous a permis de mettre en évidence l'idée de tissu économique sur un territoire. Les acteurs y sont interdépendants du fait des multiples liens entretenus qui sont nécessaires à l'accomplissement de la production intérieure.

Proposition 2

Introduction

✓

(§.1.) [les différents secteurs institutionnels de l'activité économique contribuent ensemble à la production]* **Constat : c'est TOUS ensemble...**

(§.2.) ... [les différents secteurs institutionnels de l'activité économique contribuent ensemble à la production] ... **selon une importance variable...**

(§.3.) ... [les différents secteurs institutionnels de l'activité économique contribuent ensemble à la production] ... **et de façon différente (rôles)**

(§.4.)... [les différents secteurs institutionnels de l'activité économique contribuent ensemble à la production] ...**mais toujours complémentaire.**

✓

Conclusion

*[structure de base afin de ne pas faire de HS] + **Couleurs** qui illustrent les thèmes trouvés